Zeitschrift: Bildungsforschung und Bildungspraxis : schweizerische Zeitschrift für Erziehungswissenschaft = Éducation et recherche : revue suisse des sciences de l'éducation = Educazione e ricerca : rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 7 (1985)

Heft: 2

Artikel: Un développement endogène signifie d'abord au "centre" être à l'écoute de la "périphérie"

Autor: Mayor, Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-786212

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un développement endogène signifie d'abord au «centre» être à l'écoute de la «périphérie»

Pierre Mayor

Certes, il y a deux Suisses, comme il y a deux mondes: d'un côté les centres avec leur concentration de ressources et de pouvoirs, de l'autre, la périphérie, oubliée parfois de la prospérité. D'un point de vue ethnologique, toutefois, cette bi-polarité nous parait réduire la complexité du réel à une dichotomie peut-être un peu trop simpliste, rassurante, voire accommodante.

En effet, si la périphérie n'était qu'Une, il suffirait, en bons technocrates, de proposer une série de mesures concrètes, efficaces et uniformes pour enrayer le mal-développement et gommer de la carte les zones à problèmes. Cette politique a déjà signé son échec, il faut ouvrir une autre voie.

L'expérience de terrain nous enseigne qu'en réalité les populations des régions défavorisées de Suisse ressentent très différemment leur vécu de tous les jours, pour ne pas dire leur mal-être. De plus, selon l'éclairage donné par une partie de la population ou par une région toute entière à un problème particulier, les réponses et les solutions envisagées apparaissent multiples et diverses.

S'il est vrai, par exemple, que la plupart des villages de montagne tentent, avec plus ou moins de succès, de sauvegarder l'emblème socio-culturel que représente l'école, ce n'est jamais dans les mêmes termes que se pose ce problème et il n'y a jamais de réponse toute faite.

A la Vallée de Joux dans le canton de Vaud, deux communes composées de trois villages chacune se sont alliées dans un regroupement scolaire décentralisé (1 degré primaire par village pour les enfants des 6 fractions de commune) pour s'opposer à la troisième commune de la vallée qui visait, soutenue par le canton, la centralisation scolaire dans son village-centre et chef-lieu de district.

Au Val d'Hérens, en Valais, c'est de la plaine et de Sion en particulier, que montait le danger. Les cinq communes de la vallée, bien décidées à faire front commun face à l'extérieur, se sont associées pour réaliser le Cycle d'orientation du Val d'Hérens à Euseigne, lieu symbolique par excellence, tout en maintenant les écoles de village avec leurs classes à plusieurs degrés primaires.

Ces deux exemples nous éclairent sur les processus d'identification régionale: dépassant les irrédentismes locaux et l'«esprit de clocher», les collectivités concernées ont su faire preuve de volonté et d'imagination pour résoudre un problème commun tout en suscitant la prise de conscience d'une nouvelle identité à défendre. Mais dans les deux cas, la «région scolaire» née de ce processus ne correspond ni au district, ni à une région LIM, ni même, dans le cas de la Vallée de Joux, à une zone géo-physiquement bien délimitée.

Ce constat, qui trouve confirmation dans d'autres domaines, nous porte à croire qu'aucune typologie, si fine soit-elle, permettra d'aider à résoudre la crise d'identité des collectivités défavorisées de Suisse et d'ailleurs. Partant, la régionalisation ou la «décentralisation concentrée» va à l'encontre d'un véritable développement endogène. Dans la mesure où elle entend, juridiquement ou non, légitimer un pouvoir univoque et non représentatif ethno-sociologiquement cette stratégie ne fera que reproduire à l'échelon régional la dynamique centre-périphérie. Ainsi une partie de la population sera plus marginalisée encore voire condamnée à perdre irrémédiablement son autonomie et son identité.

En éducation, comme dans d'autres domaines, départissons-nous de l'obsession des régions-problèmes et penchons-nous méticuleusement sur l'inventaire des situations conflictuelles qui préoccupent les membres des communautés les plus restreintes et les plus vulnérables. Une fois ce catalogue établi, essayons d'identifier, dans chaque cas, les acteurs sociaux directement touchés ou concernés par cette situation. De cette étape devrait émerger des espaces référentiels de sociabilité dont l'analyse structurelle devrait permettre d'apprécier l'influence des différents groupes d'acteurs sur la situation/ problème. A ce stade déjà des éléments de solutions apparaîtront dans le discours populaire. Enregistré, soumis à la lumière du temps et à la controverse, mis à l'épreuve du vécu, ce discours sera lui-même source d'idées de changement et de mieux-être.

En ce sens, l'école, de par le savoir qu'elle transmet, a, au-delà de sa fonction d'emblème socio-culturel, un rôle primordial à jouer. Ne devrait-elle pas, aussi, former les jeunes qu'une collectivité lui confie à devenir, porteurs du savoir populaire — forces vives de l'identité, de véritables acteurs sociaux de la communauté?

Ainsi devenus adultes, même s'ils ont accompli une partie de leurs études en dehors de la région, ces jeunes seraient peut-être prêts à rester ou à revenir au

«pays», mieux armés pour négocier avec leurs pairs et face à l'étranger le devenir de leur communauté d'appartenance.

En conclusion, nous dirons donc oui, l'école à degrés multiples peut contribuer à une éducation pour le développement des régions de montagne. Toutefois, cette solution n'est pas une panacée. Dans certaines régions, nous l'avons vu, une association de communes a débouché sur un regroupement scolaire décentralisé avec maintien de classes à un ou deux degrés seulement dans les villages... et cette mise en oeuvre s'est révelée être un facteur à la fois de renforcement de l'identité et d'élargissement du sentiment d'appartenance.

Au fond, les autochtones détiennent eux-mêmes les réponses à leurs problèmes; il suffit de les écouter et de les aider, sans condition, en leur donnant les moyens d'affronter leur présent et leur avenir.

Est-ce que le processus mis en route par la loi «LIM» facilite la solution des problèmes scolaires des régions de montagne?

Charly Darbellay

La loi sur les investissements en régions de montagne (LIM) ne prescrit pas de solutions précises en matière d'école. Elle a pour but de promouvoir une politique globale du développement de la montagne. L'occupation du territoire souhaitée a pour image directrice la «décentralisation concentrée». Entre ces deux pôles — décentralisation/concentration — il y a place pour toutes les variantes: école dans chaque village pour les tenants d'une décentralisation poussée, centres de ramassage scolaire régionaux pour les tenants de la concentration.